



DECS/EDU/HIST (99) 58

**Activités pour le Développement et la Consolidation  
de la Stabilité Démocratique (ADACS)**

Seconde conférence-bilan nationale sur

**"L'enseignement de l'histoire dans la Fédération  
de Russie"**

Saint-Pétersbourg, Fédération de Russie,

11 – 13 mars 1999

**Rapport**

Strasbourg



## **Seconde Conférence-bilan sur**

# **"L'enseignement de l'histoire dans la Fédération de Russie"**

Saint-Pétersbourg, Fédération de Russie,

11 – 13 mars 1999

**Rapport préparé par**

**le Dr. Robert STRADLING  
Centre Leirsinn des Affaires gaéliques  
Ile de Skye  
Royaume-Uni**



# SOMMAIRE

I.	INTRODUCTION .....	7
II.	EXPOSES .....	7
III.	LES PROGRES REALISES.....	16
IV.	PROCESSUS DE MISE EN APPLICATION DES CHANGEMENTS DU PROGRAMME .....	20
V.	PROCHAIN STADE DE DEVELOPPEMENT .....	22
VI.	RECOMMANDATIONS .....	24
VII.	CONCLUSION.....	27
<b>ANNEXE I</b>		
	PROGRAMME DU SEMINAIRE .....	28
<b>ANNEXE II</b>		
	LISTE DES PARTICIPANTS.....	34
<b>ANNEXE III</b>		
	RAPPORTS DES GROUPES DE TRAVAIL.....	41
<b>APPENDIX IV</b>		
	LETTRE DE M. I. I. MELNIKOV.....	50



## **I. INTRODUCTION**

Cette conférence avait pour buts essentiels:

- a) d'apprécier les progrès réalisés depuis la première Conférence-bilan nationale qui s'est tenue à Suzdal en 1996 et, plus généralement, d'évaluer les progrès accomplis depuis les origines de la coopération sur l'enseignement de l'histoire entre la Fédération de Russie et le Conseil de l'Europe, au début des années '90;
- b) d'évaluer le processus de mise en application des réformes de l'enseignement de l'histoire, sans omettre les contraintes et problèmes rencontrés dans:
  - l'aménagement des programmes et des critères en matière d'histoire;
  - l'élaboration d'une formation initiale et continue des professeurs d'histoire;
  - la publication de manuels d'histoire;
- c) de déterminer des priorités de réforme dans ces trois domaines:
  - programmes et critères scolaires;
  - formation pédagogique;
  - manuels;
- d) de formuler quelques recommandations pour l'avenir immédiat.

## **II. LES EXPOSES**

Huit exposés pléniers ont été présentés, dont quatre par des orateurs de la Fédération de Russie et quatre par des intervenants étrangers. Ces exposés se sont articulés autour des quatre thèmes principaux de la conférence.

- la genèse de la réforme de l'enseignement de l'histoire dans la Fédération de Russie;
- les aménagements des programmes et des critères scolaires;
- les orientations nouvelles de la formation pédagogique;
- l'évolution des manuels d'histoire et des matériels pédagogiques.

### **2.1 La genèse de la réforme de l'enseignement de l'histoire**

Durant de nombreuses années, M. Maitland STOBART, en sa qualité de directeur adjoint de la Direction de l'Enseignement, de la Culture et du Sport du Conseil de l'Europe, a joué un rôle actif dans le développement des activités du Conseil en matière d'enseignement de l'histoire et de manuels d'histoire. Depuis 12 ans, il s'est progressivement focalisé sur les négociations avec les nouveaux pays partenaires d'Europe centrale et orientale.

M. STOBART se trouvait ainsi dans une position idéale pour exposer les origines de la coopération actuelle et à venir entre le Conseil de l'Europe et la Fédération de Russie sur des thèmes relatifs à l'enseignement de l'histoire, tout en souhaitant souligner qu'il s'exprimait désormais en son nom propre et non plus en tant que représentant officiel du Conseil de l'Europe.

Il a commencé son intervention en faisant observer qu'à la fin des années '80, le Conseil avait promptement réagi aux mutations que vivait l'Europe centrale et orientale si bien que, 10 ans plus tard, une large majorité des Etats de la région, dont la Fédération de Russie, était désormais membre à part entière du Conseil de l'Europe. La coopération sur les processus de réforme de l'enseignement de l'histoire avait été, et était encore, en tête des priorités politiques et pédagogiques. Le Conseil avait notamment soutenu ces processus en organisant des conférences et des séminaires nationaux, régionaux et multilatéraux, ainsi que des initiatives et projets transfrontaliers. M. STOBART a signalé que la planification de ces activités, l'apport des participants et les résultats concrets étaient l'expression d'un dialogue entre pairs où tous les protagonistes avaient partagé des informations et expériences dont ils s'étaient mutuellement enrichis.

Il a alors brièvement exposé les activités spécifiques conjointement organisées par le Conseil et la Fédération de Russie depuis 1995 en matière d'enseignement de l'histoire. Ce faisant, il a inventorié les éléments du programme de coopération qu'il considérait les plus marquants, à savoir:

- la portée et la variété des sujets abordés lors des colloques et conférences;
- la diversité des participants invités, dont des professeurs d'histoire, des formateurs d'enseignants, des universitaires historiens, des conservateurs de musées, des auteurs et des éditeurs de manuels, des représentants des ministères du gouvernement, de la Douma, des administrateurs locaux, régionaux et centraux, ainsi que des orateurs originaires de toute l'Europe;
- la coopération fructueuse et régulière entre experts russes et étrangers;
- l'influence de cinq organismes: EUROCLIO, KulturKontakt Autriche, le Centre international pour l'innovation pédagogique de l'Université d'Etat Herzen, le Groupe européen d'éditeurs scolaires et l'Institut Georg Eckert pour la recherche internationale sur les manuels;
- la participation active des différentes régions de la Fédération de Russie.

En conclusion, M. STOBART a espéré que le forum pour l'échange d'informations, d'expériences et de compétences techniques qui est désormais constitué pourra être maintenu et développé plus avant et que les professeurs d'histoire russes joueront un rôle toujours plus actif au sein de leurs associations régionales des professeurs d'histoire et d'EUROCLIO. Il estime que la coopération et les projets transfrontaliers devraient aller en se multipliant.

Dans son exposé, le Dr. Vladimir BATSYN a tenté d'apprécier ce qui avait été accompli pour la réforme de l'enseignement de l'histoire durant les huit premières années des réformes éducatives, ainsi que les progrès qui restaient à faire. A l'origine, a-t-il fait observer, l'accent avait été placé sur le contenu de l'enseignement et, notamment, sur la couverture des événements de l'histoire nationale et mondiale moderne. A ce stade (1991-96), la redéfinition de la nature et de l'objectif de l'enseignement de l'histoire dans les écoles est restée reléguée au second plan. Il aurait fallu que des historiens, des auteurs de manuels et des professeurs d'histoire s'interrogent sur un certain nombre de présomptions considérées comme allant de soi et portant notamment sur l'objectivité de l'histoire en tant que discipline et sur le réalisme - ou l'irréalisme - de l'affirmation selon laquelle des méthodes historiques peuvent révéler des vérités historiques. Quoique les professeurs et les manuels d'histoire présentent de plus en plus fréquemment de nouvelles versions et perceptions du passé, l'idée qu'une seule de ces versions est correcte reste largement répandue. A cet égard, le Dr. BATSYN souhaitait souligner que les historiens se fondaient sur des éléments de preuves et non sur la vérité historique et que bien qu'il existât toujours des faits fondamentaux unanimement reconnus, la plupart des preuves historiques se prêtaient à diverses interprétations. C'est pourquoi les élèves doivent non seulement être instruits de ce qui s'est passé, mais également de la manière dont les connaissances historiques se construisent et s'interprètent. Ils doivent ainsi comprendre pourquoi deux historiens (ou deux cultures, ou deux générations distinctes) peuvent interpréter différemment le même événement, soit parce qu'ils ont des points de vue différents et en tirent des conclusions autres, soit parce que les éléments de preuve sont incomplets ou se prêtent à plus d'une interprétation.

Ayant mis en lumière l'importance de susciter cette mutation "culturelle" dans l'enseignement de l'histoire chez les professeurs et dans les manuels, il a alors inventorié certaines des contraintes qui paralysaient encore la mise en œuvre de ces changements essentiels. Pour commencer, il fallait encore parvenir à un consensus sur l'orientation de ces changements. Le projet du programme fédéral pour le développement de l'enseignement scolaire, qui a vu le jour en 1994, n'a pas encore été ratifié par la Douma. Il n'existe pas de vision unifiée de ce qui devrait régir les critères ou les aspects de l'enseignement et de l'apprentissage de l'histoire qui devraient être soumis à des critères. En second lieu, une stratégie globale de planification des programmes serait plus utile qu'un ensemble de tactiques discrètes, mais l'élaboration d'une stratégie est improbable en l'absence d'un consensus sur les remaniements. A cet égard, l'intervenant s'est demandé si la solution ne résiderait pas dans la définition d'un noyau minimal de connaissances que

devraient avoir acquis les élèves à la fin de leur scolarité obligatoire. Ceci n'empêcherait pas les administrations régionales et les écoles privées de continuer d'intégrer dans le programme d'histoire différents aspects de l'histoire locale, régionale, ethnique, culturelle et nationale adaptés aux situations locales et régionales. Il craignait toutefois que le minimum puisse devenir la totalité plutôt que le noyau.

Le Dr. BATSYN a exprimé l'espoir que d'ici à trois ans, il serait possible d'observer des changements notables dans la qualité de l'enseignement de l'histoire et, à cet égard, a souhaité que la coopération avec le Conseil de l'Europe continue et s'intensifie.

## **2.2 Aménagements dans les critères et les programmes en matière d'histoire**

Le Dr. Ludmila ALEXASHKINA a pris une part active à l'élaboration de nouveaux critères pour l'enseignement de l'histoire dans la Fédération de Russie. Ce faisant, elle et ses collègues ont étudié la manière dont les critères adoptés ailleurs en Europe avaient été conçus. L'Europe occidentale s'est particulièrement attachée à donner une formulation précise du niveau que devaient atteindre les élèves aux divers stades de leur scolarité. Il y a eu à cet égard un rééquilibrage à grande échelle, quoique non généralisé, de ce qu'il convient d'évaluer; l'on considère désormais qu'il est beaucoup plus important de définir des cibles d'apprentissage ou de connaissances en matière de compétences et de compréhension historiques.

La tradition russe est toutefois assez différente, en partie en raison de la forte centralisation du système éducatif sous le régime soviétique, mais également pour des problèmes de barèmes relevés par le Dr. BATSYN. Les critères consistaient en un mécanisme destiné à fixer les programmes et la teneur de l'enseignement. La définition de critères de compétences et de compréhension de l'histoire s'est donc révélée malaisée.

Une note d'orientation, publiée en 1998, a cherché à définir les compétences de base et les modes de pensée pour lesquels il était possible d'établir des critères ou des niveaux de connaissances. Ces compétences incluaient:

- la compréhension de la chronologie;
- les manières d'envisager les connaissances historiques;
- la capacité à exploiter des documents historiques;
- l'aptitude à reconstruire des événements et à en tirer un récit;
- l'analyse historique;
- la faculté de comprendre qu'il peut y avoir plusieurs versions et interprétations des événements historiques.

Cependant, ce document était jusque là resté relativement confidentiel et n'avait jamais fait l'objet d'un débat à grande échelle. Il fallait désormais engager un processus de concertation avant qu'il soit possible de parvenir à un quelconque consensus sur ces nouveaux types de critères.

Le Dr. ALEXASHKINA a alors posé un certain nombre de questions qui restaient irrésolues. En premier lieu, nous pourrions désormais théoriquement établir des critères fédéraux, régionaux, locaux et axés sur l'école. Pourtant, si un critère constitue une "norme", il nous faut multiplier nos efforts pour instaurer un ensemble unifié et consensuel de critères. En second lieu, le changement d'orientation visant à intégrer dans les critères les compétences et connaissances que doivent développer et acquérir les élèves soulève la question suivante: lesdites compétences peuvent-elles s'acquérir au moyen de cours et de programmes variés ou les critères doivent-ils préciser les structures du programme et le contenu du cours? En troisième lieu, est-ce qu'imposer des objectifs d'apprentissage ou de connaissances signifie que les autorités devraient aussi concevoir des tests officiels pour vérifier que ces compétences, ces connaissances et cette compréhension étaient en voie d'acquisition? Enfin, le Dr. ALEXASHKINA a soulevé le problème crucial de la manière dont ces critères influenceront l'enseignement magistral et s'y intégreront.

M. Gary BRACE était le Rapporteur général de la première Conférence-bilan nationale qui s'est tenue à Suzdal en 1996. Il y a recensé un certain nombre de points clefs liés à la réforme de l'enseignement de l'histoire dans la Fédération de Russie, qui nécessitent:

- une mise en relief dans l'élaboration des programmes, la publication de manuels scolaires et la formation pédagogique de l'importance de l'interprétation historique dans l'étude de l'histoire, y compris de la prise de conscience que les jugements historiques sont toujours provisoires et susceptibles d'être réinterprétés à la lumière de nouveaux éléments de preuve;
- une révision de la teneur des programmes d'histoire;
- une définition précise de la compréhension et des compétences historiques qui seront développées au moyen de ce programme;
- une réflexion et une évaluation de la façon dont les manuels d'histoire pourraient le plus efficacement étayer les réformes proposées;
- une réaction efficace aux besoins en formation des professeurs d'histoire;

- une coopération et la création de partenariats dans l'enseignement de l'histoire tant au sein de la Fédération de Russie qu'entre cette dernière et les organismes nationaux concernés.

Il a ensuite passé en revue les progrès accomplis depuis 1996 et a conclu qu'il était très encourageant de constater que nombre des problèmes soulevés lors de la Conférence de Suzdal étaient traités de façon constructive. Il en a donné pour preuve les débats et conclusions des groupes de travail qui s'étaient rencontrés lors des séminaires communs organisés à Novgorod (novembre 1997), Ekaterinbourg (avril 1998), Arkhangelsk (juin 1998) et Khabarovsk (septembre 1998).

M. BRACE a conclu ses exposés par quelques réflexions concernant la prochaine série de priorités de développement dans laquelle il y aurait selon lui lieu d'inclure de futurs défis:

- définition d'un noyau minimal du contenu du programme pour tous les enfants au sein de tranches d'âge spécifiques;
- exploration des manières dont les professeurs d'histoire pourraient se montrer plus actifs dans le processus d'élaboration des programmes;
- focalisation sur les questions relatives à la progression de l'apprentissage (de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire et du premier cycle au second cycle de l'enseignement secondaire);
- étude du rôle potentiel des bibliothèques, des archives, des musées, des sites historiques et des médias dans l'enseignement de l'histoire, et de la façon dont leurs contributions respectives peuvent compléter celles du professeur et du manuel d'histoire.

### **2.3 Enseignement pédagogique**

Le Dr. Ludmila ANDRUKHINA a commencé son exposé en relevant quelles étaient les nouvelles tâches demandées aux professeurs d'histoire de la Fédération de Russie. Y figuraient les modifications de la structure et du contenu de l'enseignement de l'histoire, l'importance grandissante accordée à l'apprentissage des savoir-faire et à la compréhension historique, la prise de conscience croissante de la nécessité de méthodes d'enseignement différenciées pour différents groupes d'élèves, et les demandes générées par les nouveaux types de manuels scolaires et d'autres matériels pédagogiques.

Elle a alors récapitulé les conclusions qui étaient ressorties des récents colloques sur l'enseignement de l'histoire organisés par le Conseil de l'Europe, dont celui qui s'est déroulé à Ekaterinbourg en avril 1998 [CC-ED/HIST (98) 48]. Ces conclusions peuvent être résumées sous trois grands titres:

***Changements dans le contenu de la formation pédagogique:*** les participants à ces séminaires ont reconnu qu'une plus large place devait être accordée à la composante méthodologique spécifique de l'enseignement de l'histoire, à la fois dans la formation pédagogique initiale et dans la recherche sur l'enseignement. Il était de coutume de privilégier la composante théorique et l'orientation générale en matière de pédagogie. Il fallait désormais donner la prééminence à la composante pratique de la formation des enseignants.

***Changements dans la structure de la formation pédagogique:*** diverses approches, tels des cours modulaires, commençaient à prendre forme, souvent inspirées des pratiques d'autres pays d'Europe en matière de formation des enseignants. Néanmoins, en l'absence d'une déclaration de principe sur la formation des enseignants à l'échelon fédéral, chaque région conçoit ses propres modèles et schémas de formation initiale et continue. L'absence de lignes directrices bien définies sur le contenu du programme et des critères a également des répercussions sur les aménagements du contenu du cours et des structures de la formation des professeurs d'histoire.

***Changements dans les systèmes de formation pédagogique:*** les participants aux séminaires se sont accordés à dire qu'il fallait redoubler d'efforts en ce domaine pour créer de véritables partenariats entre les divers types d'institutions concernées par la formation initiale des enseignants, ainsi qu'entre ces institutions et les écoles, les organismes de formation continue, les associations de professeurs d'histoire et les administrations régionales.

Le Dr. ANDRUKHINA a fait observer que certains changements commençaient à se faire sentir en ce sens, mais qu'il faudrait du temps pour mettre en application et asseoir des remaniements pratiques de cet ordre qui tendent à rester localisés; il y a pénurie de ressources et les professeurs des régions rurales les plus reculées ont de réelles difficultés d'accès à une formation continue appropriée.

Le Dr. Alois ECKER a débuté son intervention en partant du postulat que la formation des professeurs d'histoire dans la Fédération de Russie doit relever deux nouveaux défis:

- la mise en place de nouveaux partenariats et l'élargissement des possibilités de coopération entre les diverses institutions de formation des enseignants, ainsi qu'entre ces institutions et les établissements scolaires, les ministères et les administrations régionales et locales;

- l'élaboration de nouvelles méthodes de formation qui:
  - offriront aux professeurs en exercice et aux élèves-professeurs en stage de formation continue les compétences et les cadres analytiques qui leur permettront de se livrer à une réflexion sur leur enseignement magistral et d'y apporter des améliorations;
  - les soutiendront et les encourageront à employer des méthodes d'enseignement et d'apprentissage dépassant la simple transmission de connaissances historiques factuelles afin d'élargir les capacités d'analyse, d'investigation et d'interprétation, ainsi que la compréhension historique de leurs élèves.

Le Dr. ECKER a poursuivi en soulignant que les connaissances d'un professeur d'histoire avisé ne se limitent pas à ce qui se passe dans sa salle de classe (ce qui fonctionne ou non, quels élèves ont des difficultés avec certains aspects de la réflexion historique, quels élèves ont des styles d'apprentissage préférés différents, etc.); il a également conscience des fonctions culturelles et sociales de l'histoire scolaire, des manières dont le système de valeurs et la culture de l'école en tant qu'institution et les changements sociaux plus profonds peuvent se répercuter sur sa façon d'enseigner et sur ce que tirent les élèves de leur apprentissage.

Il a ensuite soulevé la question générale mais importante de savoir quelles devaient être les compétences didactiques et théoriques du professeur d'histoire enseignant le programme d'histoire réformé. Concernant les compétences théoriques, il a souligné l'intérêt d'une solide connaissance de l'histoire sociale, économique, culturelle et politique. Il faut également être capable d'établir des liens entre ces différentes dimensions historiques et ce, sur de longues périodes, et d'être en mesure d'intégrer les autres sources externes de l'enseignement de l'histoire dans les cours magistraux. Quant aux compétences didactiques, il a insisté sur l'aptitude à l'autocritique, ainsi que sur les facultés d'organisation et de conception. Il est également nécessaire d'avoir des compétences sociales et de communication et d'être conscient que l'école en tant que lieu d'apprentissage influe fortement sur la manière dont les élèves apprennent. A cet égard, il était important de rétablir l'équilibre entre théorie et pratique dans la formation initiale et continue des enseignants.

## **2.4 Elaboration d'un manuel scolaire**

Mme Larisa SOKOLOVA a expliqué que la nouvelle génération de manuels d'histoire dans la Fédération de Russie suivait les directives du Conseil de l'Europe et que leur teneur et leur structure respectaient les tendances générales que l'on retrouvait ailleurs en Europe. Ils sont en effet conçus pour aider les élèves à développer des savoir-faire et une compréhension historique, tout en acquérant des connaissances sur les événements d'une période donnée. Toutefois, bien que ces ouvrages figurent sur la liste fédérale

recommandée, ils ne sont pas encore largement diffusés dans toutes les régions de la Fédération. En fait, les établissements scolaires disposant d'une gamme complète des nouveaux manuels d'histoire sont très rares et, dans la plupart des cas, le choix des professeurs d'histoire en matière de manuels est encore restreint. Mme SOKOLOVA a poursuivi par la description de quelques-uns des plus récents manuels d'histoire qui doivent être publiés pour des élèves de différents niveaux et tranches d'âge.

Mme SOKOLOVA a enfin souligné que la publication de nouveaux manuels est une entreprise de longue haleine et que les éditeurs ont besoin de plus de précisions quant aux programmes, au contenu des cours et aux critères avant de pouvoir consacrer de maigres ressources à la réalisation de nouveaux ouvrages. A ce stade, elle a estimé que peu d'éditeurs se trouvaient à même de publier une série de manuels d'histoire ou de produire du matériel de soutien pour accompagner les textes actuels. Etant données les contraintes qui pèsent sur les éditeurs, elle a considéré qu'il serait opportun de se livrer à des tests-pilotes sur la prochaine génération de manuels dans un échantillonnage d'écoles choisies dans toutes les régions de la Fédération de Russie, *avant* leur publication.

M. Maitland STOBART s'est alors penché sur plusieurs thèmes relatifs à l'élaboration des manuels. Il a admis qu'il existait à travers l'Europe différentes traditions pédagogiques, qui s'échelonnaient de l'usage du manuel comme principale source de connaissances historiques à son utilisation comme une source parmi d'autres, dont des matériels mis au point par l'enseignant. Cependant, quelle que soit la tradition, il demeure essentiel que la formation initiale et continue s'interroge sur la façon dont les manuels et autres matériels pédagogiques pourraient contribuer au mieux à l'acquisition d'un esprit critique, d'une compréhension historique et de savoirs.

A cet égard, il a souligné que les éditeurs ne pouvaient publier de manuels sans tenir compte du remaniement des programmes et cours officiels, ainsi que des critères et de la formation des enseignants. Les manuels devaient être considérés comme le moyen de parvenir à une fin, et non comme une fin en soi.

Selon M. STOBART, les courants actuels de pensée sur l'enseignement de l'histoire, qui mettent l'accent sur l'histoire économique, sociale et culturelle, ainsi que sur l'histoire politique, signifient qu'aucun manuel ne peut prétendre être exhaustif. Les auteurs doivent opérer un choix mais, en raison d'une sélection accrue, le risque de partialité et de distorsion par compression ou omission augmente. Il recommande que les enseignants consultent une liste de questions permettant d'évaluer les manuels d'histoire, liste rédigée par le Conseil de l'Europe dans son rapport sur *"La préparation et la publication de nouveaux manuels d'histoire pour les écoles des pays européens en transition démocratique"*, Varsovie, novembre 1996 [CC-ED/HIST (97) 2].

Se projetant dans l'avenir, il a pensé que l'utilisation croissante et généralisée des nouvelles technologies par les professeurs d'histoire n'était qu'une question de temps.

Quelques bons CD-ROM conçus pour des élèves d'âges et de niveaux de capacité différents étaient désormais disponibles. En d'autres termes, ils représentaient potentiellement une ressource très rentable pour les établissements scolaires. La somme des matériels d'histoire accessibles sur Internet était également en augmentation rapide, mais des questions importantes se posaient quant à la précision, l'authenticité, la fiabilité et la provenance de certains de ces sites. Les professeurs et leurs élèves avaient donc besoin de compétences et de structures analytiques leur permettant de distinguer ce qui était ou n'était pas valable et fiable.

### **III. LES PROGRES REALISES**

#### **3.1 Elaboration de programmes**

La première conférence sur l'enseignement de l'histoire dans la Fédération de Russie à laquelle j'ai assisté s'est tenue à Moscou en 1994 et depuis, au nom du Conseil de l'Europe, je me suis livré à une évaluation des résultats des séminaires nationaux, régionaux et multilatéraux qui se sont déroulés dans la Fédération de Russie, ainsi que d'autres pays membres du *Commonwealth of Independent States* (CIS) et en Ukraine, sous les auspices de la Nouvelle Initiative du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe (1996-99).

Lorsque je passe en revue l'évolution des programmes et des critères au cours des cinq dernières années, j'ai le sentiment que des progrès significatifs ont été accomplis dans la manière de concevoir les domaines suivants:

- les finalités et la nature de l'histoire scolaire;
- l'équilibre en matière d'enseignement de l'histoire entre le perfectionnement des connaissances des élèves et l'épanouissement d'une conscience historique, par lesquels j'entends le développement de moyens de réflexion directement liés à l'étude de l'histoire;
- l'équilibre entre l'histoire régionale, nationale et mondiale;
- l'enseignement de l'histoire nationale dans un Etat multinational et multiethnique;
- l'importance de se pencher sur les besoins d'apprentissage des élèves moyens et médiocres ainsi que de ceux qui poursuivront des études universitaires;
- l'enseignement de points controversés et sensibles de l'histoire.

Je souhaiterais souligner à nouveau que je me réfère ici à l'idée que je me fais des *changements du mode de réflexion*. J'ai conscience que cette réflexion nouvelle ne s'est pas nécessairement concrétisée dans des programmes officiels ou dans le travail en classe de la plupart des professeurs d'histoire. Mais elle est dans la nature du processus de remaniement des programmes. Elle est le fait d'une avant-garde d'individus novateurs dont, nous l'espérons, les idées neuves se propageront peu à peu dans un cercle plus large de professeurs d'histoire.

J'ai étudié plus avant ces changements dans le rapport de synthèse que j'ai adressé au Conseil de l'Europe sur les résultats de la Nouvelle Initiative du Secrétaire Général qui seront publiés en 1999. Pour l'heure, je me bornerai à livrer quelques brèves observations sur chacun des aspects de l'aménagement des programmes.

### ***Les finalités et la nature de l'histoire scolaire***

L'histoire scolaire fait partie du domaine public. Dans presque toutes les sociétés, l'enseignement de l'histoire au niveau scolaire a des fonctions sociales autant qu'éducatives. Nous pensons que l'histoire scolaire contribuera à développer un sens de l'identité nationale ou ethnique, à aider les élèves à s'intéresser à leur héritage et à les préparer à une citoyenneté démocratique. Mais, appliqué à l'histoire scolaire, le terme de domaine public prend également un autre sens; dans une société, tout un chacun a une opinion sur ce que les enfants doivent apprendre du passé, notamment du passé de leur propre nation. En élaborant un nouveau programme d'histoire, il est donc capital de faire preuve d'une parfaite transparence sur les objectifs dudit programme, afin qu'il puisse donner lieu à un débat public.

Il faut également donner une définition précise des finalités car ce sont elles qui nous dictent un ensemble de principes et de critiques permettant de sélectionner un contenu, de déterminer des stratégies d'enseignement et d'apprentissage et de convenir d'une mode d'évaluation de l'enseignement.

Il est évident que dans la Fédération de Russie, le débat sur ce thème est loin d'être clos; mais l'impression que m'a laissée cette conférence est qu'un consensus s'affirme sur la nécessité d'un enseignement de l'histoire qui développe les facultés et les valeurs intellectuelles des élèves, ainsi que leurs connaissances historiques.

### ***Equilibre entre un enseignement destiné à développer des compétences et un enseignement visant à développer des connaissances***

Quelle est la meilleure manière d'intégrer une approche basée sur les compétences dans le développement de connaissances historiques au sein d'un même programme? Voici la question clef. Le même modèle s'est dessiné à travers toute l'Europe centrale et orientale dans les années '90. Le contenu des premiers programmes d'histoire réformés était très

dense - ils croulaient sous le contenu - souvent pour avoir été mis au point par des universitaires qui n'avaient jamais enseigné dans des écoles. Dans un programme aussi surabondant, la marge laissée au développement des compétences était des plus réduites. Pourtant, plusieurs décideurs craignaient et craignent encore qu'en cas de réduction du contenu au profit du temps de développement des compétences et des valeurs, certaines omissions ne conduisent à une déformation du contenu. C'est là un dilemme que connaissent tous les concepteurs de programmes et qui ne peut être effectivement résolu que par un débat libre et général sur les objectifs de l'enseignement de l'histoire.

### ***Equilibre entre histoire régionale et histoire nationale***

Nous avons constaté durant les trois dernières années une prise de conscience croissante de l'importance de l'histoire régionale et de l'histoire locale. L'on réfléchit bien plus à ce qu'il faut enseigner aux jeunes, et comment, sur la région où ils vivent. Mais il faudrait aussi se pencher davantage sur la place de l'histoire régionale au sein de l'histoire nationale, composante du programme. De fait, une prise de conscience beaucoup plus forte de l'importance d'enseigner l'histoire nationale dans le contexte de l'Etat multinational et multiethnique semble émerger aujourd'hui. Par exemple, il a été observé lors d'un précédent séminaire régional que les enfants russes de l'Ouest du pays ne connaissent presque rien de l'histoire des habitants de l'Est de l'Oural.

### ***Réponse aux besoins pédagogiques de tous les élèves***

Des progrès ont aussi été accomplis dans la manière d'envisager comment l'enseignement de l'histoire et les manuels d'histoire devaient refléter les besoins pédagogiques de tous les élèves, y compris les élèves moyens et médiocres. Ce problème ne peut simplement se résoudre en séparant les classes ou en leur fournissant des manuels différents. Il requiert des méthodes d'enseignement et d'apprentissage différenciées et adaptées au style d'apprentissage et au mode de réflexion individuels de ces élèves, en recherchant la meilleure façon de les motiver et de les inciter à apprendre. Cette différenciation des enseignements et des apprentissages est potentiellement indispensable à l'émergence d'un nouveau mode de réflexion sur les buts et les processus de la formation pédagogique des professeurs d'histoire et pourrait aussi avoir des incidences sur la réalisation des manuels. Elle soulève tout du moins des questions sur ce qui devrait constituer le noyau fondamental de l'apprentissage de l'histoire pour tous les élèves et sur ce qui pourrait être considéré comme un travail de vulgarisation, que celui-ci s'adresse aux élèves les plus capables ou uniquement à ceux qui montrent un intérêt particulier pour l'histoire.

### **3.2 Progrès réalisés en matière d'élaboration de critères**

Lors de la conférence de Saint-Pétersbourg, nous avons passé un temps considérable à discuter des critères et, d'un certain point de vue, il peut sembler que les progrès accomplis au cours des sept ou huit dernières années ne soient pas légion. C'est ce qu'ont constaté plusieurs membres du groupe de travail qui se sont essentiellement consacrés à ce thème durant la conférence.

Les professeurs d'histoire, formateurs d'enseignants et les auteurs de manuels sont sans nul doute toujours dans l'attente de directives officielles en la matière. Il est néanmoins ressorti de l'exposé du Dr. Ludmila Alexashkina et du débat qui a suivi que la réflexion menée sur les critères avait bel et bien évolué au cours des trois dernières années; elle ne se borne plus aux structures et au contenu des programmes, mais englobe aussi les savoir-faire et les valeurs que doivent acquérir les élèves, tout comme les moyens grâce auxquels les résultats de l'apprentissage pourraient être déterminés et évalués.

### **3.3 Progrès accomplis dans la formation des enseignants**

Depuis la première conférence-bilan nationale de 1996, un certain nombre de priorités relatives à la formation initiale et continue des professeurs d'histoire se sont imposées:

- nécessité d'offrir une nouvelle formation aux éducateurs et aux professeurs d'histoire;
- nécessité de réduire le fossé qui sépare les instituts de formation et les enseignants;
- nécessité de reconnaître que la formation des enseignants requiert les mêmes approches méthodologiques que celles qu'il faut utiliser dans l'enseignement en classe;
- nécessité d'avoir recours à des stratégies variées pour diffuser l'information sur des approches innovantes de l'enseignement de l'histoire par le biais:
  - des associations régionales de professeurs d'histoire;
  - d'une augmentation du travail en réseau orchestré par les professeurs d'histoire et les formateurs qui ont pris part à des initiatives novatrices et ont un rôle potentiel à jouer dans le processus de diffusion en tant que "multiplicateurs";
  - de programmes d'apprentissage à distance pour la formation continue, en particulier pour les personnes enseignant dans des régions rurales éloignées.

Les discussions des groupes de travail font apparaître qu'il existe une prise de conscience généralisée des problèmes résultant de la diversité des institutions et des méthodes, ainsi que des problèmes liés au financement insuffisant de certains programmes de formation. Par ailleurs, une prise de conscience croissante des priorités d'un remaniement de la formation des enseignants se dessine nettement.

### **3.4 Progrès accomplis dans la publication de manuels**

Il a plusieurs fois été fait état de l'émergence d'une seconde génération de manuels d'histoire qui insistent davantage sur la présentation, les méthodes pédagogiques ou la didactique et comportent plus d'illustrations, de cartes et de bandes dessinées, des extraits de documents historiques, le développement de points de vue différents sur les mêmes événements, ainsi que des ouvrages dépourvus de visées encyclopédiques, contrairement aux versions précédentes. Nous avons également entendu parler de la naissance d'une nouvelle génération de manuels d'histoire régionaux, de guides du professeur et de livres traitant de thèmes spécifiques, conçus pour compléter les principaux manuels.

Il semblerait de même que le marché de la publication de manuels commence aujourd'hui à s'ouvrir. Nous avons cependant eu vent de certains problèmes contrariant cette évolution:

- le faible pouvoir d'achat du système éducatif ;
- la pénurie persistante d'auteurs;
- la façon dont beaucoup d'enseignants utilisent les manuels;
- le fait que de nombreux enseignants n'aient pas encore un véritable choix de manuels.

## **IV. PROCESSUS DE MISE EN APPLICATION DES CHANGEMENTS DU PROGRAMME**

En réfléchissant aux changements survenus au cours des trois à cinq dernières années, l'on peut conclure de manière réaliste que des changements révélateurs ont eu lieu en un temps relativement court. Pourtant, certains participants de la conférence ont exprimé leur déception, voire leur frustration, devant la cadence du changement et les obstacles qui s'y opposent, telles l'insuffisance des ressources financières et humaines réelles et le manque de précision sur les politiques et les décisions adoptées. C'est la raison pour laquelle mes précédents commentaires étaient davantage axés sur l'évolution des mentalités que sur des actions tangibles.

Quoiqu'il en soit, cette lenteur du rythme du changement est normale, en particulier dans des systèmes démocratiques décentralisés. Le processus d'aménagement et de mise en application des programmes est très long, notamment lorsqu'il s'accompagne de réformes éducatives de grande envergure. A la fin des années '80 et au début des années '90, la plupart des Etats d'Europe occidentale ont réformé leurs programmes scolaires. Ils ont unanimement conclu que le processus était long, qu'il nécessitait des crédits suffisants et devait être étayé par une formation continue des enseignants, ainsi que par des remaniements dans la formation initiale de ces derniers. Dans la majorité des cas, il a fallu près de cinq ans pour rendre ces programmes réformés réellement effectifs et, au cours des trois années suivantes, la plupart de ces pays ont instauré d'autres réformes pour compenser les problèmes rencontrés lors de leur mise en application.

La réforme de l'éducation est un processus cyclique qui débute par l'élaboration, suivie de la mise en pratique, puis de l'évaluation des changements, elles-mêmes suivies de nouveaux remaniements qui demandent à leur tour à être appliqués, évalués, etc. Cette expérience de réforme à grande échelle nous a appris que le corps enseignant et le public en général mettaient toujours plus de temps que prévu à accepter les réformes des programmes et autres réformes pédagogiques.

Nous avons également constaté que les modifications opérées dans les méthodes d'enseignement et d'apprentissage sont bien plus longues à appliquer que les changements du contenu des programmes et que les aménagements structurels et institutionnels conçus pour appuyer les réformes se révélaient d'ordinaire encore plus longs à mettre en pratique.

Donc, en règle générale, il aura fallu entre huit et 10 ans pour qu'entrent en vigueur les réformes pédagogiques effectives adoptées dans la plupart de ces pays d'Europe occidentale et ce, malgré l'existence d'un consensus de base sur la nécessité d'un changement et sur la direction globale à suivre.

Dans d'autres cas tels l'Allemagne après 1945 et l'Espagne, le Portugal et la Grèce après la chute de leurs dictatures, la mise en œuvre des réformes pédagogiques a généralement été beaucoup plus longue et, 20 ans après, ces pays luttent encore avec des problèmes de réformes résiduels. Que ceci vous donne du courage! La lenteur du changement, qui peut être source de frustration, est on ne peut plus normale, notamment lorsque les réformes des programmes s'inscrivent dans un train bien plus large de réformes pédagogiques associées à la transition entre un système éducatif centralisé et un système éducatif décentralisé qui s'effectue dans un contexte d'incertitude politique et de restriction des ressources.

## V. PROCHAIN STADE DE DEVELOPPEMENT

### 5.1 Critères et programmes

Il est capital d'obtenir de plus amples précisions sur la question des critères. Je partage l'opinion exprimée par l'un des groupes de travail lors de cette conférence, selon laquelle un processus de concertation élargie est désormais nécessaire.

Il est indispensable d'apporter des éclaircissements sur la signification relative du contenu et des compétences dans la formulation des critères. Je crois savoir qu'autrefois, le critère était le programme en soi, ainsi que le contenu qui y était spécifié. La Fédération de Russie se trouve aujourd'hui dans une situation radicalement différente. Une pluralité des programmes commence à se faire jour et il est plus largement admis que les compétences et les connaissances nécessaires doivent s'apprendre et qu'un apprentissage basé sur les compétences doit s'intégrer dans le cadre de la création de critères. Les critères sont des "*normes*" et doivent s'appliquer à un niveau général. Cela n'est possible que si les critères s'articulent autour de compétences et de concepts, ceux-ci pouvant être développés au moyen de divers contenus de programmes et méthodes. Dans un système éducatif décentralisé, en l'absence d'un consensus sur le contenu de l'enseignement, il est bien plus ardu d'établir des critères fixés en fonction du contenu.

Si l'idée directrice consiste à continuer d'inscrire le contenu du programme dans des critères, il se pourrait alors qu'il n'y ait guère d'autre choix que de définir *un noyau minimal du contenu* qui serait commun à tous les programmes d'un niveau donné. Cependant, comme l'a fait remarquer le Dr. Batsyn, ce noyau risquerait alors de devenir le critère pour certains enseignants.

### 5.2 Formation des enseignants

Selon moi, nous avons là trois priorités essentielles de remaniement:

- Une meilleure adéquation entre les méthodes d'enseignement et d'apprentissage que l'on recommande aux professeurs d'histoire d'utiliser en classe et les méthodes encore largement employées dans la formation des enseignants. Le cours-monologue n'est pas le meilleur moyen de former des enseignants qui pourront faciliter un apprentissage centré sur les élèves, un apprentissage fondé sur des méthodes d'investigation, un apprentissage actif et un apprentissage basé sur les sources.
- Les collègues œuvrant dans le domaine de la formation pédagogique doivent se livrer à des recherches et élaborer des stratégies d'auto-évaluation pour apprécier les effets de leur formation sur les élèves-professeurs. C'est là une manière de bâtir ensemble de bonnes pratiques qui pourront être diffusées dans le réseau des institutions de formation pédagogique.

- J'aimerais également souligner l'argument invoqué par le Dr. Alois Ecker dans son exposé, selon lequel les formateurs d'enseignants doivent concevoir un moyen d'encourager un plus grand professionnalisme des professeurs d'histoire, en d'autres termes d'aider les enseignants à devenir des praticiens réfléchis, capables d'évaluer leur propre enseignement et les matériels dont ils font usage dans leurs classes.

### 5.3 Manuels

Il est prioritaire de tenter de répondre aux diverses demandes adressées aux éditeurs de manuels en tenant compte des aspects économiques de l'édition dans un marché caractérisé par un faible pouvoir d'achat du système éducatif. A ce stade, il n'est pas réaliste d'espérer que des éditeurs publient des ouvrages adaptés à différents niveaux de capacité ou des manuels traitant de l'histoire de minorités ethniques ou culturelles restreintes.

Il faut découvrir comment un *best seller* peut répondre à toutes sortes de besoins. Un ou deux moyens ont été suggérés au cours de cette conférence. Par exemple, comme l'a fait observer Gary Brace dans son exposé, les éditeurs du Pays de Galles réduisent les coûts d'édition pour un marché bilingue en conservant dans les manuels en gallois les formats, illustrations, activités d'apprentissage et exercices que l'on trouve dans les manuels en anglais. Cela veut dire que seul le texte a dû être modifié. Un autre moyen consisterait à adopter la stratégie actuellement élaborée par la dernière génération de CD-ROM éducatifs et d'autres matériels multimédias, dont le contenu et les activités pédagogiques conviennent à différents niveaux de capacités et d'intérêts historiques et incluent aussi bien du matériel de niveau de base que du matériel de vulgarisation.

A ce stade important du processus de développement, il est grand besoin d'instaurer une sorte d'évaluation systématique des manuels et de mécanismes qui analyseraient les réactions des usagers de manuels, qu'ils soient professeurs ou élèves.

Les éditeurs, comme les professeurs et les formateurs d'enseignants, ont également besoin de plus de certitude et de clarté sur la direction des changements à venir pour pouvoir planifier et se livrer à des projections de coûts réalistes. Il est peu probable que les éditeurs en soient capables avant l'apparition d'un consensus plus large sur la voie à suivre et la définition d'un cadre stratégique sur la mise en œuvre de développements futurs grâce auxquels ils pourraient échaffauder leurs propres plans.

## VI. RECOMMANDATIONS

### 6.1 Recommandations à nos confrères de la Fédération de Russie

J'aimerais articuler mes recommandations autour de cinq mots clefs:

<b>DIFFUSION</b>	d'une réflexion innovante sur l'enseignement de l'histoire.
<b>CODIFICATION</b>	de toute la gamme de documents sur l'enseignement de l'histoire, relatifs aux critères, aux cadres des programmes, à la formation des enseignants, etc. parus ces dernières années.
<b>CONCERTATION</b>	aussi large que possible entre les professeurs d'histoire et les formateurs d'enseignants sur la réflexion actuelle en matière de critères et de programmes.
<b>CONSENSUS</b>	sur la voie à suivre.
<b>COORDINATION</b>	entre les divers établissements et secteurs de l'enseignement.

***DIFFUSION:*** Les séminaires se sont révélés être un précieux mécanisme d'identification des "multiplicateurs" potentiels (professeurs, formateurs d'enseignants et auteurs de manuels qui peuvent diffuser une réflexion nouvelle auprès de leurs collègues). Toutefois, les administrations locales, régionales et nationales doivent aujourd'hui fournir de nouveaux efforts pour utiliser des stratégies de diffusion de l'information plus variées sur des approches innovantes de l'enseignement de l'histoire. Ces stratégies pourraient consister à:

- créer de nouvelles associations régionales de professeurs d'histoire;
- publier à l'échelon régional et national des directives essentiellement consacrées à des considérations et préoccupations d'ordre pédagogique et destinées aux professeurs d'histoire;
- développer des réseaux et des programmes de formation continue pour les formateurs d'enseignants ainsi que pour les professeurs;
- explorer les possibilités d'élaboration de programmes d'apprentissage à distance destinés à la formation continue des professeurs d'histoire, et notamment de ceux qui officient dans les régions les plus rurales et reculées;

- créer parmi les professeurs d'histoire une culture novatrice qui consisterait en grande partie à modifier leur conception des méthodologies et à les inciter à les appliquer.

**CODIFICATION:** Il faudrait également insister davantage, dans le cadre de la formation initiale et continue des enseignants et de la prochaine génération de manuels, sur les genres de pédagogie qui doivent être adoptés pour répondre aux objectifs éducatifs qui étayent les programmes d'histoire réformés. Je mettrai ici l'accent sur:

- l'enseignement "multi-perspectives";
- l'enseignement de points sensibles et controversés;
- l'apprentissage fondé sur l'enquête et l'activité;
- le développement de compétences d'analyse et d'interprétation;
- un enseignement et un apprentissage différenciés devant répondre efficacement aux divers besoins des bons élèves comme des élèves moyens et médiocres.

**CONCERTATION:** Il y a nécessité de se concerter à plus large échelle sur les propositions de réforme des programmes d'histoire. Ceci vaut pour tous les aspects de l'évolution pédagogique et des programmes et en particulier pour l'enseignement de l'histoire car, comme il a été dit précédemment, les cours d'histoire scolaires sont, dans une certaine mesure, un bien public. Tout le monde a une opinion sur le sujet. Non seulement les administrateurs, les professeurs et les formateurs d'enseignants, mais également les parents, les partis politiques, les groupes minoritaires (ethniques, culturels, linguistiques et religieux), les groupes de pression et la religion organisée. Un processus de concertation est capital pour parvenir, au sein de la profession, des décideurs et de la société dans son ensemble, à un **CONSENSUS** qui donnera une impulsion aux types de changements dont il a été question au cours de cette conférence.

**COORDINATION:** Il est également vital de conjuguer nos efforts pour nouer et consolider les liens entre les universités classiques et les écoles normales, les organismes de formation continue et les écoles normales, les organismes de formation et les écoles, ainsi qu'entre toutes ces institutions et les administrateurs fédéraux et régionaux ayant une quelconque responsabilité dans le contrôle et le soutien du remaniement et de la planification des programmes, la formation des enseignants et l'achat des manuels.

## 6.2 Recommandations au Conseil de l'Europe

Les groupes de travail dans leur ensemble, de même que de nombreux participants parlant en leur nom propre, ont souligné la nécessité d'un soutien du Conseil de l'Europe qui, selon moi, pourrait prendre la forme d'un programme d'activités qui:

1. soutiendrait le processus de diffusion par la prolongation du programme de séminaires, notamment si:
  - l'on poursuit la stratégie visant à garantir que des séminaires se tiendront dans différentes régions de la Fédération de Russie;
  - les partenaires locaux sont encouragés à sélectionner stratégiquement les personnes à convier à ces séminaires afin d'élargir les réseaux actuels et de développer la mise en réseau et la diffusion des compétences des "multiplicateurs" déjà identifiés;
  - les ateliers d'enseignants que l'on a prévu de faire fonctionner parallèlement à ces séminaires favorisent le processus de diffusion en se consacrant aux méthodes et stratégies d'enseignement.
2. Il est également éminemment souhaitable que le Conseil de l'Europe produise une publication rassemblant les textes clefs et les rapports thématiques (sous la forme d'une édition adaptée) que les participants au programme du séminaire ont trouvé particulièrement utiles. Je recommanderais énergiquement que ce matériel soit également disponible sur le site Internet du Conseil de l'Europe.
3. Il est important que le Conseil de l'Europe continue de fournir un accès à ses compétences techniques, notamment en ce qui concerne l'élaboration de programmes, la formation initiale et continue et l'évaluation de l'apprentissage. Deux nouveautés qui pourraient représenter une réorientation hors le cadre du séminaire seraient ici particulièrement indiquées:
  - des missions consultatives dans lesquelles des experts constitué en petit groupe collaboreraient de deux à trois jours avec leurs pairs sur une série de tâches liées à l'élaboration de programmes, la pédagogie, la formation des enseignants ou l'évaluation de l'apprentissage (le thème spécifique restant à négocier au cas par cas avec les partenaires de la région d'accueil);
  - des ateliers constitués spécifiquement autour de thèmes tels que l'enseignement de points sensibles et controversés et le développement des compétences d'analyse et d'interprétation des élèves, dans le cadre desquels les participants travailleraient ensemble à définir des projets d'activités

d'apprentissage et des supports pédagogiques qui pourraient alors être testés dans leurs propres classes. Ces ateliers permettraient d'aller au-delà de la rhétorique de la réforme des programmes, dans le sens d'une mise en pratique de l'innovation dans les établissements scolaires.

4. Il faut également développer et stimuler les initiatives transfrontalières dans le domaine de l'enseignement de l'histoire, notamment dans les régions qui, historiquement, ont connu des tensions, de vastes flux de population ou des influences réciproques durant de longues années.

## **VII. CONCLUSION**

Pour finir, je souhaiterais féliciter les organisateurs qui ont planifié et animé une conférence des plus stimulantes, constructives et agréables. Des progrès considérables ont été accomplis dans un temps relativement court, notamment pour ce qui est de la réflexion sur le contenu des programmes scolaires d'histoire et la manière de l'enseigner. Cependant, il est essentiel que l'avant-garde novatrice des professeurs d'histoire, représentée à cette conférence, ainsi que ses confrères qui ont pris part aux précédents séminaires, continue aujourd'hui d'échanger idées et remaniements innovants avec d'autres professionnels pour garantir que cette nouvelle réflexion sera plus largement mise en pratique. Ceux d'entre nous qui sont passés dans d'autres pays par ce processus intensif et parfois frustrant de réforme des programmes confirmeront que c'est maintenant que les choses sérieuses commencent.

## ANNEXE I PROGRAMME DU SEMINAIRE

### Jeudi 11 mars 1999

09.30 - 11.00      **Session plénière**

Présidente: Le Dr. Natalia GOROKHOVATSKAYA  
Directrice du Centre international pour  
l'Innovation pédagogique, Saint-Petersbourg

Ouverture du séminaire par:

- i. Le Dr. Alexander KISELEV, Premier vice-ministre de l'éducation, Ministère de l'Education générale et professionnelle de la Fédération de Russie
- ii. Mme Alison CARDWELL, Administrateur, Section de la Coopération et de l'Assistance technique, Direction de l'Enseignement, de la Culture et du Sport, Conseil de l'Europe
- iii. M. Oleg GRISHKEVICH, Membre du Parlement, Commission de l'Education de la Douma
- iv. M. Vladimir KRILICHEVSKIY, Directeur de la Commission de l'Education, région de Leningrad
- v. Le Dr. Natalia GOROKHOVATSKAYA, Directrice du Centre international pour l'Innovation pédagogique, Ecole normale d'Etat Herzen
- vi. Mme Erika PRATSCHNER, KulturKontakt, Autriche

11.00 - 11.30      **Pause**

11.30 - 13.00

**Session plénière**

Présidente: Le Dr. Natalia GOROKHOVATSKAYA  
Directrice du Centre international pour  
l'Innovation pédagogique, Saint-Pétersbourg

Exposés introductifs sur:

- i. "La genèse de la coopération sur la réforme de l'enseignement de l'histoire dans la Fédération de Russie" par M. Maitland STOBART, Consultant, Royaume-Uni
- ii. "Coopération sur la réforme de l'enseignement de l'histoire dans la Fédération de Russie" par le Dr. Vladimir BATSYN, Chef du Département des Politiques régionales, Ministère de l'Education générale et professionnelle, Moscou

Table ronde sur "les programmes et les critères":

- i. "Les résultats accomplis depuis 1996 et les futures étapes de l'élaboration de nouveaux programmes et critères en matière d'histoire pour les établissements de l'enseignement secondaire dans la Fédération de Russie" par le Dr. Ludmila ALEXASHKINA, Chercheuse, Institut de l'enseignement secondaire général, Académie russe de l'Education, Moscou
- ii. "L'élaboration de nouveaux programmes et critères dans la Fédération de Russie depuis 1996 et la voie du progrès: une vue d'ensemble" par M. Gary BRACE, Directeur adjoint, ACCAC, Royaume-Uni

Discussion avec tous les participants

13.00 - 14.30

Déjeuner

14.30 - 16.30

**Session plénière**

Présidente: Le Dr. Natalia GOROKHOVATSKAYA  
Directrice du Centre international pour  
l'Innovation pédagogique, Saint-Pétersbourg

Table ronde sur "la formation des professeurs"

Exposés sur:

- i. "Les résultats accomplis depuis 1996 et les futures étapes de la formation continue des professeurs d'histoire dans la Fédération de Russie" par le Dr. Ludmila ANDRUKHINA, Experte, Institut des politiques pédagogiques régionales, Ekaterinbourg
- ii. "Remaniements dans la formation initiale et continue des professeurs d'histoire dans la Fédération de Russie depuis 1996 et voie du progrès" par le Dr. Alois ECKER, Université de Vienne, Autriche

Discussion avec tous les participants

Introduction aux questions destinées aux groupes de travail et méthodes de travail à adopter par le Dr. Robert STRADLING, Rapporteur général

16.30 – 17.00

Pause

17.00 – 18.00

**Trois séances parallèles des groupes de travail**

- i. Groupe de travail n°1 sur "L'élaboration de nouveaux programmes et critères en matière d'histoire pour les établissements de l'enseignement secondaire dans la Fédération de Russie"

Président: Le Professeur Mikhail DYOMIN, Barnaul  
Rapporteur: Mme Tatiana AGARKOVA,  
Petrozavodsk  
Personne-ressource: M. Gary BRACE, Royaume-Uni

- ii. Groupe de travail n°2 sur "La formation initiale et continue des professeurs d'histoire dans la Fédération de Russie"

Président: Le Dr. Mikhail SYVOV, Nijni-Novgorod  
Rapporteur: Le Dr. Elene ZAHKAROVA, Moscou  
Personne-ressource: Le Dr. Alois ECKER, Autriche

- iii. Groupe de travail n°3 sur "La préparation et la publication de nouveaux manuels d'histoire et de matériels pédagogiques dans la Fédération de Russie"

Président: Le Dr. Vladimir BATSYN, Moscou  
Rapporteur: Mme Tatiana PASMEN, Pskov  
Personne-ressource: M. Maitland STOBART,  
Royaume-Uni

19.30 Dîner officiel

### **Vendredi 12 mars 1999**

9.30 – 11.00 **Session plénière**

Présidente: Le Dr. Natalia GOROKHOVATSKAYA  
Directrice du Centre international pour  
l'Innovation pédagogique, Saint-Petersbourg

#### **Table ronde sur "L'élaboration et la publication de nouveaux manuels d'histoire et de matériels pédagogiques"**

- i. "Les résultats accomplis depuis 1996 et les futures étapes de l'élaboration et de la publication de nouveaux manuels d'histoire pour les établissements de l'enseignement secondaire dans la Fédération de Russie" par Mme Larisa SOKOLOVA, Chef du département des publications sur l'histoire, Editions "Prosveschenye", Moscou

- ii. "L'élaboration et la publication de nouveaux manuels d'histoire pour les établissements de l'enseignement secondaire dans la Fédération de Russie depuis 1996 et la voie du progrès: une vue d'ensemble" par M. Maitland STOBART, Consultant, Royaume-Uni

Discussion avec tous les participants

11.00 – 11.30	Pause
11.30 - 13.00	<b>Continuation des séances parallèles des groupes de travail</b>
13.00 - 14.30	Déjeuner
14.30 - 16.00	<b>Continuation des séances parallèles des groupes de travail</b>
16.00 - 16.30	Pause et fin des séances parallèles des groupes de travail
16.30 – 17.30	<b>Les rapporteurs doivent présenter au Rapporteur général et au Secrétariat leurs conclusions et les recommandations de leur groupe de travail. Ils doivent préparer un texte écrit et le soumettre au Secrétariat. Ceux-ci sont intégrés dans le rapport définitif.</b>
18.00 – 20.00	Programme culturel
20.00	Dîner

### **Samedi 13 mars 1999**

09.30 - 11.00      **Session plénière**

Présidente: Le Dr. Natalia GOROKHOVATSKAYA  
Directrice du Centre international pour  
l'Innovation pédagogique, Saint-Pétersbourg

- i. Présentation des conclusions et recommandations des rapporteurs des groupes de travail

Commentaires des participants

- iii. Présentation par le Rapporteur général des conclusions générales et recommandations de la conférence
- Commentaires des participants
- 11.00 - 11.30 Pause
- 11.30 - 12.30 **Discours de clôture de la conférence par:**
- i. Mme Alison CARWELL, Administrateur, Section de la Coopération et de l'Assistance technique, Direction de l'Enseignement, de la Culture et du Sport, Conseil de l'Europe;
  - ii. Dr. Vladimir BATSYN, Chef du Département des Politiques régionales, Ministère de l'Education générale et professionnelle, Moscou
  - iii. Ms Erika PRATSCHNER, KulturKontakt;
  - iv. M. Oleg GRISHKEVICH, Membre du Parlement, Commission de l'Education de la Douma
  - v. Mme Natalia GOROKHOVATSKAYA, Directrice du Centre international pour l'Innovation pédagogique, Ecole normale d'Etat Herzen
- 12.30 – 13.30 Déjeuner
- 13.30 – 17.30 Programme culturel
- Départ des participants

**ANNEXE II**  
**LISTE DES PARTICIPANTS/LIST OF PARTICIPANTS**

**PRESIDENT/CHAIR**

Dr Natalia GOROKHOVATSKAYA, Director of the International Center for Educational Innovation, Herzen State Pedagogical University, Moyka 48, Block 11, RF – 191186 ST PETERSBURG, Russian Federation

Tel: + 7 812 311 92 95

Fax: + 7 812 312 40 53

**RAPPORTEUR GENERAL/GENERAL RAPPORTEUR**

Dr Robert STRADLING, Leirsinn Centre for Gaelic Affairs, the Gaelic College, University of the Highlands and Islands, Teangue, Sleat, GB – ISLE OF SKYE IV44 8RQ, Scotland, United Kingdom

Tel: + 44 1471 844 288

Fax: + 44 1471 844 368

E-mail: [leirsinn@smo.uhi.ac.uk](mailto:leirsinn@smo.uhi.ac.uk)

**CONFERENCIERS/SPEAKERS**

Mr Maitland STOBART, Consultant, 70 Hoole Road, Hoole, GB-CHESTER CH2 3NL  
Tel/fax: + 44 12 44 35 09 67

Mr Gary BRACE, Deputy Director, ACCAC, Castle Buildings, Womanby Street, GB - CARDIFF CF 1 9SY, Wales, United Kingdom

Tel: +44 1222 375 416

Fax: +44 1222 343 612

E-mail: [gbrace@accac.org.uk](mailto:gbrace@accac.org.uk)

Professor Ludmila ANDRUKHINA, Expert, Institute for the Development of the Regional Education System, Ekaterinburg, Russian Federation

Tel/fax: + 7 3432 74 36 00

Dr Ludmila ALEXASHKINA, Head of the Laboratory of History, Russian Academy of Education, Moscow

Tel: + 7 095 554 74

Ms Larisa SOKOLOVA, Head of the Department of Publications on History, Publishing House “Prosveshenye”, Moscow

Tel: + 7 095 289 90 76

Fax: + 7 095 289 42 66

Dr Vladimir BATSYN, Head of the Department for Regional Policies, Ministry of General and Professional Education, Chistiey Proudny Street, 5, RF-113833 Moscow, Russian Federation

Tel: + 7 095 925 72 75

Fax: + 7 095 924 69 89

**KULTURKONTAKT (Austria)**

Ms Erika PRATSCHNER, Educational Consultant, International Center for Educational Innovation, Herzen State Pedagogical University, Moyka 48, Block 11, RF – 191186 ST PETERSBURG, Russian Federation

Tel: + 7 812 311 92 95

Fax: + 7 812 312 40 53

E-mail: [samowar@neva.spb.ru](mailto:samowar@neva.spb.ru)

Dr Alois ECKER, Institut für Wirtschafts und Sozialgeschichte, Dr. Karl Lueger-Ring 1, A-1010 Wien, Austria

Tel: + 43 1 4277 41320

Fax: + 43 1 4277 941

E-mail: [alois.ecker@univie.ac.at](mailto:alois.ecker@univie.ac.at)

**MOSCOW**

Dr Alexander KISILEV, First Deputy Minister, Ministry of General and Professional Education of the Russian Federation, Chistiey Proudny Street, 5, RF-113833 Moscow, Russian Federation

Dr Elene ZAHAROVA, Head of the Department for the in-service training of history teachers, Moscow State Institute for Initial and In-service Teacher Training

Tel: + 7 095 151 69 92

Fax: + 7 095 151 69 97

Dr Victor TUKAVKIN, Head of the Department of Russian History, Moscow Pedagogical State University

Tel: +7 095 246 60 16 \245 62 19

**STATE DUMA**

Mr Oleg GRISHKEVICH, Member of the Parliament, Education Committee of the State Duma

Ms Nina VOLODINA, Consultant, Education Committee of the State Duma  
Tel: +7 095 292 96 37 Fax: +7 095 292 14 58

**ARKHANGELSK**

Dr Margarita SELKOVA, Deputy Dean, History Faculty, Pomor State University  
Tel/fax: + 7 8182 44 15 65

**BARNAUL**

Professor Mikhail DYOMIN, Dean of the Department of History, Barnaul State Pedagogical University, Krupskaya Street 100, RF – 65032 Barnaul  
Tel: + 7 3852 22 94 12\26 66 85 Fax: + 7 38 52 26 08 36

**CHELIABINSK**

Ms Lubov IBRAGIMOVA, Head of the Section of Social Studies, Institute of Teacher Training, Rossiyskaya Street, 167653, RF – 45091 Cheliabinsk  
Tel: + 7 35 12 33 43 71 Fax: + 7 35 12 37 94 05

**KHABAROVSK**

Ms Irina GLOUKHOVA, History teacher, Gymnasium N° 3

**NOVGOROD**

Ms Irina SEMENOVA, History teacher, School N° 13  
Tel: + 7 81622 3 60 65

Ms Elena ORLOVA, History Teacher, School N° 21

**NIJNIY NOVGOROD**

Dr Mikhail SYVOV, Director of the Institute for Initial and In-service Teacher Training  
Tel: + 7 831 2 68 65 09 Fax: + 7 831 2 68 54 35

Dr Svetlana MAKSIMOVA, Associate Professor, Institute of the Development of the  
Regional System of Education

**PETROZAVODSK**

Ms Tatiana AGARKOVA, Director, the Centre for Educational Innovation  
Tel/fax: + 7 8142 77 59 12

**PSKOV**

Ms Tatiana PASMEN, Associate Professor, State Pedagogical Institute  
Tel/fax: + 7 8112 16 34 27

**TAMBOV**

Ms Tatiana AVDEEVA, Responsible for the History Centre, Institute of Teacher Training,  
Sovetskaya Street, 108, RF – 392000 Tambov  
Tel: + 7 0752 22 91 29 Fax: + 7 0752 22 30 04

**VLADIMIR**

Dr Ludmila LEVOLKINA, Associate Professor, Vladimir State Pedagogical University  
Tel/fax: + 7 0922 33 73 02

**VOLGOGRAD**

Dr Nikolay BOLOTOV, Dean, History Faculty, Volgograd State Pedagogical University  
Tel/fax: + 7 8442 36 63 22

**VSEVOLJSK**

Ms Tamara SEMENOVA, Director, Lyceum  
Tel/fax: + 7 0852 30 55 96

**VOLHOV**

Mr Andrey ROMANOV, Director, School N° 6

**YAROSLAVL**

Dr Mikhail NOVIKOV, Deputy Rector, Yaroslavl State Pedagogical University

**ST.PETERSBURG**

Mr Vladimir KRILICHEVSKIY, Head of the Education Committee, Leningrad Region  
Tel: +7 812 319 91 79

Ms Larisa GOLUNOVA, Deputy Head of School N° 126  
Tel: +7 812 540 63 04

Mr Petr BARANOV, Head of the Department for History and Social Sciences, Herzen State Pedagogical University

Ms Anna YUDOVSKEYA, Chief Lecturer in History and Social Sciences, Herzen State of Pedagogical University

Dr Lyubov VANYUSHKINA, Dean of the In-service Training Faculty, Herzen State Pedagogical University

Mr Vladimir BARABANOV, Head of the History Teaching Department, Herzen State Pedagogical University

Mr Oleg OSTROVSKY, Associate Professor, Head of the History Department, Herzen State Pedagogical University

Mr Vladimir NOSKOV, Head of the General History Department, Herzen State Pedagogical University

Mr Mikhail BARYSHNIKOV, Head of the Russian History Department, Herzen State Pedagogical University

Ms Natalia LAZUKOVA, Associate Professor, Head of the History Department, Herzen State Pedagogical University

Ms Elena BILDINA, Chief specialist, Committee on general and professional education of the Leningrad region

Ms Nina KAPEDRINA, Director, History teacher, school N° 507

Mr Yuri GUSELNIKOV, History teacher, school N° 618

Ms Lyubov NEMTSOVA, History teacher, school N° 144

Mr Yuri VIKTOROV, History teacher, school N° 150

Mr Vladimir IVANOV, History teacher, school N° 585

Ms Tatiana PUGATCHEVA, History teacher, school N° 321

Mr Anton KUDRYAVTSEV, Deputy Director, History teacher, school N° 248

Ms Elena SMIRNOVA, History teacher, school N° 387

Mr Yuri STARIKOV, Director, school N° 106

Mr Dmitry KUZIN, History teacher, school N° 267

Mr Gustav BOGUSLAVSKY, History teacher, school N° 225

Ms Irina ZAHVATKINA, History teacher, School N° 183  
Tel: +7 812 273 31 74

Ms Ludmila ISKROVSKAYA, History teacher  
Tel: +7 812 306 40 80

Mr Boris MIKHEEV, History teacher  
Tel: +7 812 552 82 00

Dr Nina KHRIASHOVA, General Director, Institute of Teacher Training

**CONSEIL DE L'EUROPE/COUNCIL OF EUROPE**

Ms Alison CARDWELL  
Administrator  
Technical Co-operation and Assistance Section  
Directorate of Education, Culture and Sport  
Council of Europe, F - 67075 STRASBOURG CEDEX  
Tel: 33 3 88 41 26 17      Fax: 33 3 88 41 27 50/27 56  
E-mail: [alison.cardwell@coe.int](mailto:alison.cardwell@coe.int)

Ms Tatiana MILKO  
Programme Officer  
Technical Co-operation and Assistance Section  
Directorate of Education, Culture and Sport  
Council of Europe, F - 67075 STRASBOURG CEDEX  
Tel: 33 3 88 41 36 97      Fax: 33 3 88 41 27 50/27 56  
E-mail: [tatiana.milko@coe.int](mailto:tatiana.milko@coe.int)

## **ANNEXE III RAPPORTS DES GROUPES DE TRAVAIL**

### **Groupe de travail 1**

#### **“L'élaboration de nouveaux programmes et critères en matière d'histoire pour les établissements de l'enseignement secondaire dans la Fédération de Russie”**

Président:                    Professeur Mikhail DYOMIN, Barnaul  
Rapporteur:                Mme Tatiana AGARKOVA, Petrozavodsk  
Personnes-ressources:    M. Maitland STOBART, Royaume-Uni  
                                      M. Gary BRACE, Royaume-Uni

Les participants du groupe de travail ont observé que, durant les cinq dernières années, l'on avait accordé plus d'attention à l'introduction de critères dans l'enseignement de l'histoire et que bien que le processus restât encore inachevé, des progrès considérables avaient été accomplis, divers établissements ayant cherché à saisir le concept de “critères”.

Un programme fédéral consistant en des composantes fédérales, régionales et scolaires a vu le jour. Bien que ledit programme mérite encore d'être perfectionné, il peut du moins servir de base à l'élaboration de programmes destinés à divers types d'écoles.

Le programme prépare le terrain pour la création d'un “domaine unique” dans l'enseignement.

Il définit le niveau minimal de connaissances que doivent acquérir les élèves et le temps qu'ils doivent passer dans un enseignement à plein temps.

Il offre la garantie d'un enseignement libre dans la Russie moderne.

C'est un document méthodologique et normatif, destiné à structurer les activités des professeurs d'histoire.

En tant qu'élément clef des critères en matière d'enseignement de l'histoire, ce programme représente à ce jour l'aspect le plus élaboré de ces critères.

Les participants du groupe de travail ont identifié un certain nombre de problèmes qu'il convient de résoudre pour permettre l'introduction de critères dans l'enseignement de l'histoire:

- la nécessité d'établir des objectifs officiels dans le domaine de l'enseignement de l'histoire;
- la nécessité pour le Ministère russe de l'Education d'élaborer une "ébauche" de critères;
- l'établissement de règles de base destinées à maintenir un équilibre entre les éléments obligatoires de ces critères, le potentiel dont jouissent les écoles privées, et les intérêts des élèves;
- l'absence de critères a suscité une pléthore de règles et règlements à tous les échelons de l'administration scolaire - fédéral, régional et local - tant et si bien que, très souvent, en l'absence de dispositions au niveau de l'Etat, ce sont les "critères locaux" qui prévalent;
- l'instauration de critères dans l'ensemble du territoire devrait assurer un juste équilibre entre les intérêts de tous les protagonistes: la Fédération, les régions, les organes des gouvernements autonomes locaux, les établissements scolaires de tous niveaux, les élèves et les parents.

Nous sommes d'avis que ces objectifs ne peuvent être atteints que si les différents ministères travaillent de concert pour élaborer les critères nécessaires qui seraient alors soumis à une évaluation académique, pédagogique et psychologique exhaustive.

Selon le groupe de travail, les personnes chargées de rédiger un projet de critères doivent tenir compte du rôle fluctuant du professeur dans une période qui voit l'émergence et la propagation de nouvelles informations et technologies pédagogiques, l'enseignant devenant alors moins un pourvoyeur d'informations qu'un facilitateur qui aide les élèves à donner un sens au monde qui les entoure et à exploiter les compétences et les pratiques pédagogiques appropriées.

Les participants du groupe de travail sont convaincus que la qualité de ces critères dépendra de l'envergure du débat (par le biais de conférences, de séminaires, etc.) entre professeurs d'histoire et établissements scolaires sur les divers éléments de ces critères.

Les participants souhaitent exprimer leur gratitude envers le Conseil de l'Europe pour leur avoir offert l'occasion de discuter des points clefs de l'enseignement de l'histoire dans la Fédération de Russie et espèrent en la poursuite d'une coopération fructueuse en ce domaine.

## Groupe de travail 2

### **“La formation initiale et continue des professeurs d'histoire dans la Fédération de Russie”**

Président: Le Dr. Mikhail SYVOV, Nijni-Novgorod  
Rapporteur: Le Dr. Elene ZAHKAROVA, Moscou  
Personne-ressource : Le Dr. Alois ECKER, Autriche

Le groupe de travail a étudié les problèmes suscités par la formation initiale et continue des enseignants dispensée par des instituts de formation et des centres d'enseignement de l'histoire. Il a été convenu que cette formation devait être axée sur le professeur et que le but du système de formation continue était de produire des enseignants hautement qualifiés et créatifs, dotés d'une solide connaissance de l'histoire, d'une bonne compréhension des technologies pédagogiques, ainsi que d'une panoplie de méthodes pédagogiques efficaces.

Il importe de réaliser que ce ne sont pas uniquement l'économie et la sphère socio-politique de la Russie qui sont actuellement en crise. La réorientation radicale des consciences et des valeurs clefs a également gagné le système de l'enseignement de l'histoire.

Une “Perestroika” a été instaurée pour briser les vieux stéréotypes. Et elle y est parvenue. Une diversité nouvelle à laquelle enseignants et élèves n'étaient pas réellement préparés a vu le jour dans le droit fil d'une prise de distances vis-à-vis de l'ancien système totalitaire d'enseignement de l'histoire basé sur un programme unique, sur une série unique de manuels et un programme uniforme pour la formation initiale et continue des enseignants.

Des problèmes de dotation en personnel sont apparus dans toute la Russie; avec le déclin du nombre des professeurs d'histoire et le vieillissement de la profession, le vide a été comblé par des individus qui n'ont pas la formation requise, comme d'anciens militaires diplômés en politique ou d'anciens fonctionnaires du Parti. Cette fraction très "problématique" du personnel enseignant mérite une attention toute particulière de la part des experts en méthodologie.

La crise économique russe est telle que des professeurs ne sont plus payés et n'ont plus les moyens d'acquérir les matériels qui leur permettraient d'améliorer leurs savoir-faire professionnels.

C'est tout le visage de l'enseignement qui a changé avec l'apparition de nouvelles conditions de travail et l'élargissement du choix en termes de programmes, de manuels, de plans de formation continue, de méthodes d'enseignement, etc.

Malheureusement, de nombreux professeurs ont réagi à ces nouveautés par une hostilité envers la notion de choix personnel et ont demandé le retour au manuel et au programme uniques.

En ces circonstances, un rôle spécial échoit aux instituts de formation pédagogique continue qui travaillent en liaison directe avec les enseignants et dont la tâche consiste désormais à démontrer l'importance d'une diversité des modes d'enseignement dans une société ouverte fondée sur les valeurs humaines.

Dans les écoles d'aujourd'hui, la personnalité et les aptitudes des individus qui dispensent une formation pédagogique revêtent une importance toute particulière. Les participants du groupe de travail ont noté que la fonction de formateur peut être exercée soit par des instituts de formation des enseignants, soit par des institutions spécialisées. Il faut toutefois savoir que toute personne travaillant dans un institut de formation des enseignants, aussi bonne soit sa connaissance de la discipline concernée, n'est pas forcément taillée pour la formation continue des enseignants. Cette fonction requiert un type de compétences techniques spéciales.

Il est néanmoins extrêmement difficile de former des personnels à travailler avec des enseignants à une époque où le système de formation pédagogique continue tout entier cherche son équilibre. Bien trop souvent, la coopération entre les divers services régionaux chargés de la formation continue des enseignants est presque inexistante. Aussi les membres des groupes de travail sont-ils reconnaissants au Conseil de l'Europe de leur donner l'occasion de tenir cette réunion et de débattre des points relatifs à l'enseignement dans la Fédération de Russie les plus pressants.

Le groupe a relevé que le système de formation initiale et continue des enseignants était en pleine évolution alors qu'il n'existait pas de continuité entre l'enseignement scolaire, l'enseignement supérieur et la formation pédagogique continue. Il a observé que l'absence d'un système uniforme de formation dans la Fédération de Russie stimulait la concurrence en raison de la nécessité d'une constante mise à niveau des systèmes particuliers de formation continue des enseignants.

Les représentants des instituts de formation pédagogique ont fait face aux changements qui se sont produits, que ces derniers fussent positifs ou négatifs. L'instauration dans l'enseignement supérieur d'une série de critères rigides listant les disciplines qui pouvaient être étudiées au niveau universitaire ou équivalent, ainsi que des programmes surchargés, comptent au nombre des réformes négatives.

Une plus grande flexibilité des critères de l'enseignement supérieur est requise, notamment pour prendre en compte les caractéristiques des établissements régionaux d'enseignement supérieur. Notre attention a été attirée sur la baisse du niveau des

connaissances acquises par les étudiants des instituts de formation des enseignants, doublée de l'apparition d'une plus grande désinvolture vis-à-vis des faits historiques. Dans le même temps, de nouvelles mesures devaient être adoptées afin d'offrir aux professeurs une plus grande liberté de manœuvre en classe.

Au cours des dernières années, les instituts de formation des enseignants ont adapté leurs cours de manière à prendre en considération les nouveaux programmes scolaires et la nouvelle structure de l'enseignement. Plusieurs disciplines ont également été introduites, telles l'histoire de la culture, la sociologie, l'histoire des civilisations du monde, etc. qui permettront aux futures générations de professeurs d'enseigner selon un nouveau système par cercles concentriques et non plus exclusivement linéaire.

Néanmoins, dans de nombreux instituts de formation des enseignants, les personnels ne sont tout bonnement pas disposés à inculquer les nouvelles méthodes et préfèrent souvent s'en tenir aux cours de type monologue que leurs élèves auront tendance à reproduire en classe. C'est donc souvent au système de formation continue des enseignants qu'il incombe de remédier aux déficiences de la formation initiale des enseignants.

Selon la conclusion du groupe de travail, il convient d'insister davantage sur l'aspect pratique de la formation pédagogique, de manière à permettre aux futures générations d'enseignants non seulement de maîtriser de nouvelles matières, mais aussi de travailler dans divers types d'établissements éducatifs.

Les participants ont parlé d'améliorer la façon dont fonctionnent les instituts de formation continue des enseignants et ont évoqué la possibilité d'une formation *in situ*, notamment dans les zones rurales.

Les participants ont insisté sur le besoin de poursuivre l'élaboration de critères destinés à évaluer les activités des enseignants et des experts en méthodologie. Ils ont demandé au Conseil de l'Europe:

- de diffuser plus largement, via les experts du Conseil de l'Europe, les informations relatives aux récents aménagements de la formation continue des enseignants en Europe;
- d'organiser d'autres réunions et séminaires sur des questions d'actualité liées à la réforme de l'enseignement de l'histoire.

### Groupe de travail 3

#### **“La préparation et la publication de nouveaux manuels d'histoire et de matériels pédagogiques dans la Fédération de Russie”**

Président: Le Dr. Vladimir BATSYN, Moscou  
Rapporteur: Mme Tatiana PASMAN, Pskov

Les groupes de travail ont débattu des points suivants:

- quels sont les progrès réalisés dans la Fédération de Russie pour ce qui est de la préparation et de la publication de manuels et d'autres matériels pédagogiques?
- les stratégies utilisées pour élaborer des manuels et d'autres matériels pédagogiques ont-elles fait la preuve de leur efficacité?
- quels sont les problèmes qui demeurent et comment doivent-ils être résolus?
- quelles sont les priorités essentielles quant à l'évolution de la publication de manuels?

Ces questions ont suscité un vif intérêt parmi les membres du groupe de travail, lequel se composait de personnels enseignants issus de tous les échelons du système éducatif, ainsi que d'auteurs et d'éditeurs de manuels modernes et d'autres matériels pédagogiques.

Dans le courant de la discussion, le groupe a trouvé un terrain d'entente et est parvenu aux conclusions suivantes:

- le travail mené sur les manuels d'histoire en Fédération de Russie est entré dans une nouvelle phase: l'élaboration d'une nouvelle génération de matériels pédagogiques, eu égard à l'expérience passée et à la situation actuelle de l'enseignement;
- comptent au nombre des mérites de la première génération de manuels et de matériels pédagogiques la résistance envers une idéologie unique et dominante, la prise en compte d'opinions divergentes et l'émergence d'un large registre de manuels et d'aides pédagogiques qui s'inspirent de l'expérience européenne et internationale en matière d'édition éducative.

Les stratégies adoptées pour élaborer une nouvelle génération de manuels d'histoire ont suscité des commentaires nuancés. D'une part, le fait qu'il existe aujourd'hui plus de 40 manuels et autres matériels pédagogiques dans les stocks fédéraux et plus de 200 dans l'ensemble du pays, est un bon signe dans la mesure où cela offre une liberté de choix aux professeurs et aux élèves.

D'autre part, de nombreux problèmes demeurent: la production de manuels est souvent affaire d'arbitraire, il n'y a aucune continuité dans la conception des cours individuels en termes d'approches et de principes méthodologiques et les manuels ne sont pas adaptés aux différents types d'écoles ou de classes, pas plus qu'aux besoins spécifiques des régions dans lesquelles ils sont utilisés.

Le meilleur parti n'est pas tiré du potentiel éducatif, des manuels et autres matériels pédagogiques, ni d'ailleurs des possibilités de coopération entre les représentants des divers domaines spécialisés (psychologues, experts en méthodologie, professeurs, spécialistes de l'histoire de la culture, etc.) pour prendre en compte les besoins des élèves de différents groupes d'âge et l'évolution de la réflexion scientifique.

La raison essentielle de la persistance de ces problèmes réside dans l'absence d'un examen approfondi des finalités de l'enseignement scolaire de l'histoire à l'école et de critères adéquats.

Les participants du groupe de travail ont proposé les solutions suivantes:

- Il est capital de préparer le terrain pour l'élaboration et la publication de nouveaux manuels en créant des critères, ainsi que divers modèles d'enseignement de l'histoire.
- Des équipes d'auteurs, constituées d'universitaires, d'experts en méthodologie et d'enseignants originaires de toute la Russie, devraient être mises sur pied pour concevoir un système de synthèse des manuels et autres matériels pédagogiques, fondé sur une approche uniforme. Ces manuels et matériels seraient agréés par voie de concours.
- Il est important de modifier l'attitude des professeurs et des élèves envers les manuels. Ces derniers devraient être considérés comme l'instrument du développement d'un raisonnement historique plutôt que comme l'unique source de connaissances.
- Il pourrait être utile de s'intéresser de plus près à l'expérience d'autres pays européens et d'en tirer parti en intégrant dans les manuels des illustrations, des documents sources et du matériel de référence.

- Tout matériel pédagogique recommandé pour un usage scolaire devrait être examiné et homologué en toute indépendance et faire l'objet d'un vaste débat entre historiens, experts en méthodologie et membres dirigeants du corps enseignant russe lors de conférences et de séminaires. L'un des principaux critères de tout manuel devrait être sa nature démocratique et sa capacité à développer l'aptitude des élèves à se former leur propre jugement sur les événements du passé et l'interprétation que donne l'auteur de ces événements, en se fondant sur un code de valeurs particulier.

En prévision du prochain stade de l'élaboration des manuels et d'autres matériels pédagogiques, il a été proposé d'accorder la priorité aux actions suivantes:

- élaborer des matériels pédagogiques pour les écoles ne datant pas de plus de 12 ans, eu égard aux leçons apprises durant le premier stade;
- suivre de près la production de matériels pédagogiques pour les classes de rattrapage, ainsi que pour les classes professionnelles du secondaire;
- créer des matériels pédagogiques régionaux en englobant tant les états limitrophes de la Fédération de Russie que les pays étrangers limitrophes;
- dans chaque discipline, créer une base de données des publications et des matériels pédagogiques dans les bibliothèques, les universités, les instituts de formation des maîtres ou les services éducatifs. Cette démarche contribuera à accroître la liberté de choix et servira à la formation des nouvelles générations d'enseignants .

les participants du groupe de travail ont exprimé leur gratitude envers le Conseil de l'Europe pour leur avoir offert l'occasion de discuter de thèmes importants, ainsi qu'envers les orateurs du Conseil de l'Europe pour leur coopération et leur soutien au cours des débats et des sessions plénières. Ils espèrent poursuivre leur travail commun de manière constructive.

**ANNEXE IV  
LETTRE DE M. I. I. MELNIKOV**

**ASSEMBLEE FEDERALE - PARLEMENT DE LA FEDERATION DE RUSSIE  
DOUMA  
COMITE DE L'EDUCATION ET LA SCIENCE  
103265, MOSCOU, Georgievskiy per., d. 2  
Tel: + 7 095 292 91 42  
Fax: + 7 095 292 37 40**

10 mars 1999

No. 3.5 - 282

Mesdames, Messieurs,

Le Comité de l'Education et de la Science de la Douma de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie vous accueille à la seconde Conférence nationale d'évaluation destinée à faire le point sur "L'enseignement de l'histoire dans la Fédération de Russie" à Saint-Pétersbourg, ville qui fait l'orgueil et la joie du peuple russe.

Le Comité de l'Education et de la Science, composé de députés de la Douma, partage l'opinion du Conseil de l'Europe, selon laquelle l'histoire, discipline qui joue un rôle unique dans l'orientation de notre manière de penser, nous donne connaissance des expériences historiques qui nous permettent finalement d'apprécier objectivement les processus politiques et sociaux modernes. Les grands bouleversements survenus au cours des récentes décennies en Europe et au-delà de ses frontières ont encore accru l'attention accordée à l'enseignement de l'histoire. Nous estimons qu'à l'approche de la fin de ce millénaire, il est aujourd'hui essentiel que nous pensions durant nos débats aux valeurs et aux modes de comportement que devrait favoriser l'enseignement dans son ensemble et que nous envisagions les moyens qui permettraient à l'enseignement de l'histoire de contribuer à la construction d'une société démocratique et d'encourager l'épanouissement d'un sens du patriotisme chez la génération à venir.

Il faut admettre qu'au début des années '90, les autorités fédérales chargées de l'enseignement dans la Fédération de Russie n'ont pas atteint le type d'objectivité et de pluralisme auquel nous prétendions aspirer dans l'enseignement des disciplines humanitaires. A l'inverse, l'idéologie dogmatique présente dans l'enseignement de l'histoire et des sciences sociales n'a fait que céder la place à une autre idéologie, non moins dogmatique. Il est de notoriété publique que toute nouvelle révolution tente de créer un nouveau genre d'être humain à l'image d'un idéal social particulier, incarnant "l'avenir radieux" qui nous attend. Dans l'intervalle, les individus et la culture d'hier se

retrouvent plus ou moins désavoués par un processus qui peut aller de la raillerie amicale au rejet absolu. Non seulement la soi-disant "seconde révolution russe" n'a pas fait exception à la règle, mais elle a même largement dépassé les bornes de l'objectivité et des impératifs politiques. En effet, la première moitié des années '90 a vu la dislocation des traditions morales et spirituelles, non pas des seuls Soviétiques, mais aussi de la culture russe pré-soviétique. Pour la Russie, cet effondrement du système de critères et de valeurs est peut-être la plus grande perte de toutes.

Le 8 avril 1998, une résolution de la Douma de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie adressée "au Gouvernement de la Fédération de Russie concernant l'état et les missions de l'enseignement de l'histoire en Russie" a été adoptée, dans laquelle les députés exposaient leurs préoccupations quant à la situation actuelle et formulaient des propositions concrètes sur la manière dont les choses pouvaient être améliorées. Le Gouvernement russe s'est vu suggérer de mettre sur pied une commission sur l'enseignement de l'histoire en Russie, composée, en cas d'approbation, de représentants de la Douma de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, du Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, de l'Académie russe des Sciences, de l'Académie russe de l'Éducation et du Comité des recteurs adjoints des établissements de l'enseignement supérieur de la Fédération de Russie. Cette commission aurait pour tâche d'analyser l'efficacité du système actuel de l'enseignement de l'histoire et fournirait les établissements scolaires en manuels et autres matériels pédagogiques. Il serait fort opportun de demander au Ministère russe de l'Éducation générale et professionnelle d'élaborer et d'agréer des programmes d'histoire unifiés pour les élèves entrant dans l'enseignement supérieur et de revoir en permanence les décisions décernant des "agrément" à certains manuels d'histoire, afin de "dépolitiser" l'enseignement de l'histoire et de surveiller attentivement la création de bases de données et d'ouvrages de référence exhaustifs, aisément accessibles et traitant des divers aspects de l'histoire.

Des efforts ont récemment été entrepris pour remédier à la situation: les premiers d'une nouvelle génération de manuels d'histoire plus objectifs ont fait leur apparition et la composition du comité d'experts du Ministère russe de l'Éducation générale et professionnelle responsable de l'enseignement de l'histoire en Russie est en train de changer. Il n'en demeure malheureusement pas moins qu'aux yeux des jeunes d'aujourd'hui, la vie de l'ancienne génération a été gâchée; le lien temporel a été rompu. Une fois encore, la société doit payer pour n'avoir pas écouté le vieil adage qui affirme que rien n'est plus facile à détruire et plus difficile à restaurer que les valeurs morales et spirituelles.

Dans un climat politique tendu et dans l'attente d'élections imminentes, nous ne pouvons nous permettre de nous laisser entraîner dans de nouvelles expériences idéologiques en matière d'enseignement. Bien entendu, l'enseignement ne peut jamais être entièrement dissocié de l'idéologie, car cela équivaldrait à le priver de sa fonction

première. L'idéologie de l'enseignement doit toutefois reposer sur les valeurs de la culture traditionnelle russe et l'amour de la patrie.

Mesdames et Messieurs. Le Comité de l'Education et de la Science de la Douma vous souhaite de réussir à saisir cette occasion historique de consolider la paix et la solidarité et de contribuer à créer une Europe démocratique et prospère fondée sur le principe de la diversité culturelle et de traditions exclusivement européennes.

**Le Président de la Commission de la Science et de la Technologie  
de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe  
I.I. Melnikov**

**Le Vice-Président du Comité**

**O.N. Smolin**





